



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

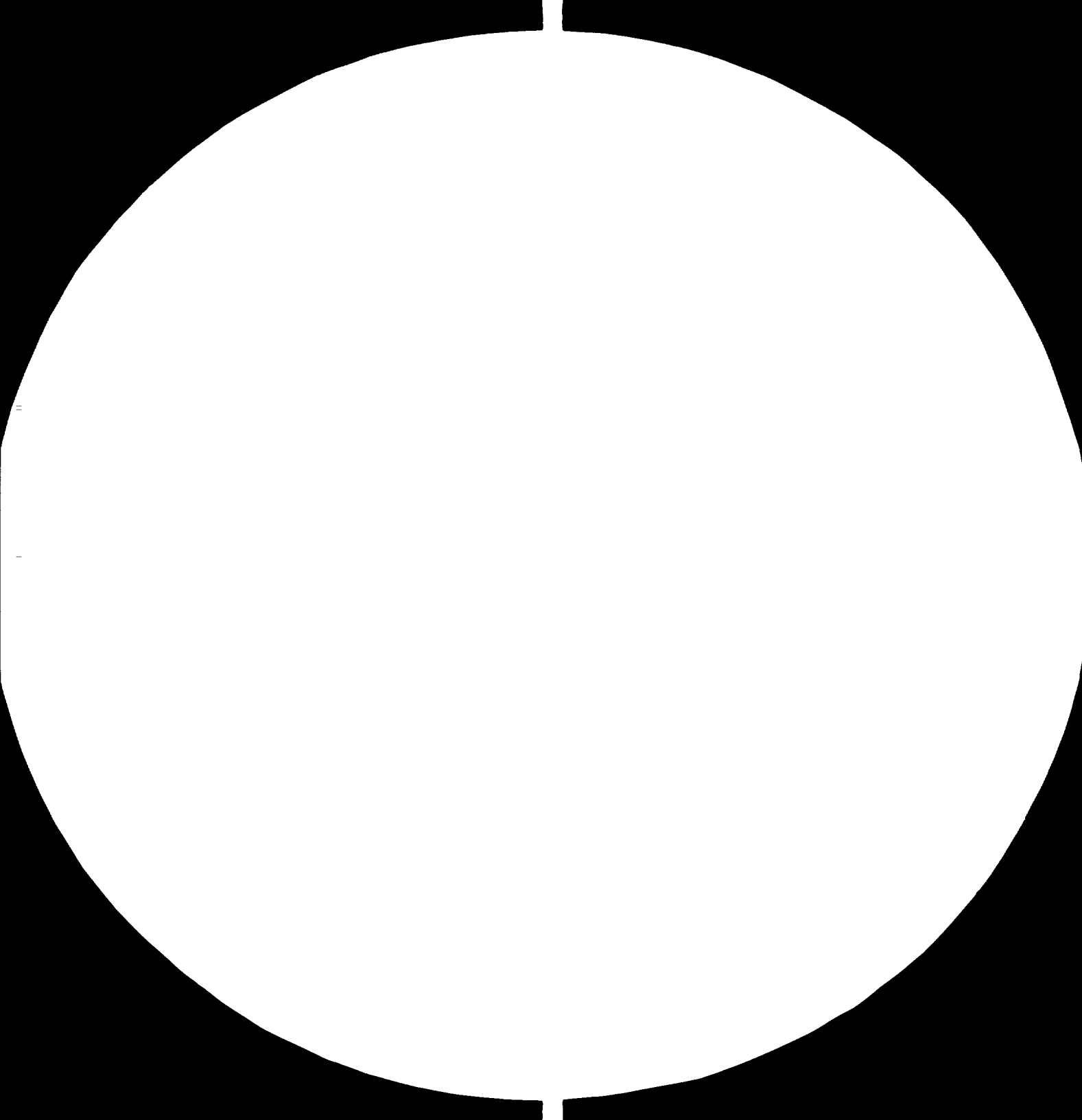
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





Microcopy Resolution Test Chart, NBS 1963-10A

U.S. GOVERNMENT PRINTING OFFICE: 1963 O 340-080

10325

(R)

ASSISTANCE TECHNIQUE
A LA
SOCIETE TOGOLAISE D'ETUDES
ET DE DEVELOPPEMENT
(SOTED)

SI / TOG / 79 / 801 / 11 - 01 / 31. 3. A

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DECOULANT DU PROJET

Rapport final établi pour le Gouvernement Togolais

par

00100

M. Jean-Pierre EXARTIER

Expert de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement
Industriel, organisation chargée du projet pour le compte du
Programme des Nations Unies pour le Développement.

SI/TOG/79/801/11-01/31.3.A.

Le présent rapport n'a pas été soumis pour examen à l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel qui, par conséquent, ne partage pas nécessairement les vues qui y sont exprimées.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
1- <u>Synthèse du rapport</u>	2
2 <u>Introduction</u>	
2.1. <u>Présentation de la SOTED</u>	3
Capital.....	4
Conseil d'Administration.....	4
Moyens humains.....	5
Moyens matériels.....	6
Moyens financiers.....	6
Perspectives commerciales.....	7
2.2. <u>Dispositions officielles</u>	8
2.3. Objectifs de la mission ONUDI.....	8
3. <u>Conclusions</u>	
3.1. Double emploi avec les organismes existants ?.....	9
3.2. Structure interne de la SOTED	11
3.3. Une section "Etude de projets industriels et Conseil en gestion" ?	11
4. <u>Recommandations</u> pour une assistance ultérieure de l'ONUDI	12
5. <u>ANNEXES</u>	13
1.- Liste des partenaires privés de la SOTED et domaines d'activité	14
2. - Liste des personnes contactées au cours de notre mission	18
3. - Liste des projets SOTED 1980 et compte d'exploitation prévisionnel	20
4. - Liste des projets du secteur industrie, commerce et artisanat envisagés pour le prochain plan de développement 1981/1985.	22
5. - Liste des sociétés publiques et para-publiques	25
6. - Organigramme SOTED.	28

1. SYNTHESE DU RAPPORT

La SOTED, du fait de sa situation de quasi monopole pour les études publiques et du fait de la participation à son capital de plusieurs sociétés d'études internationales importantes, ne peut devenir une structure viable que si elle évite le piège de la facilité qui la conduirait à sous-traiter la plus grosse partie des études qui lui sont confiées.

Pour cela il lui faudra, au moins dans un premier temps, limiter ses ambitions à des études modestes, permettant d'utiliser au maximum ses chargés d'études de façon à compléter leur formation théorique par une pratique concrète de projets à leur portée.

Pour ce faire, nous recommandons une assistance de l'ONUDI, décrite en détail au chapitre 4, et qui comporterait :

- une assistance pour la mise en place et l'organisation d'un centre de documentation.
- une assistance en matière de conseil en gestion et une assistance en matière d'étude de projets industriels.

2.- INTRODUCTION

2.1. Présentation de la SOTED

La SOTED est née de l'initiative du Ministre du Plan, du Développement Industriel et de la Réforme Administrative, de créer une structure Togolaise qui puisse intervenir dans les activités de bureau d'études qui étaient prises en charge, dans le passé et pour l'essentiel, par des bureaux de consultants internationaux.

La SOTED a pour objet la réalisation de toutes études confiées par l'Etat ou tout autre organisme ou Société Publique, Parapublique ou Privée, en particulier l'élaboration des projets de développement économique prévus dans le plan de développement économique et social du pays.

A cet effet, la SOTED a pour vocation :

- L'évaluation économique de projets de développement et la préparation des dossiers de demande de financement.
- L'élaboration des dossiers d'exécution technique, des dossiers d'appel d'offres, la coordination et la surveillance des travaux.
- L'assistance en qualité de conseil en organisation et gestion aux unités de production industrielle, agricole, commerciale, publiques ou privées.
- Les études de marché et de commercialisation de tout produit.
- Des études économiques générales et enquêtes socio-économiques.

La SOTED a été créée par décret en date du 8 juin 1978 sous la forme d'une société d'économie mixte, société anonyme de droit Togolais au capital de 250 millions F.CFA, dont le 1/4 est actuellement libéré.

Le Capital est réparti à raison de :

84 % pour l'Etat Togolais

16 % pour 8 partenaires privés, Togolais et internationaux
(liste et domaines d'activité en annexe 1).

Il s'agit de :

3 Sociétés françaises :	BCEOM
	BDPA
	SEDES
2 Sociétés Togolaises :	AUBA
	AFRIQUE PROMOTION
1 Société Belge :	INDACOM
1 " Italienne :	TECHNOSYNESIS
1 " Américaine :	LOUIS BERGE INTERNATIONAL

Le Conseil d'Administration est présidé par M. DOGO, Ministre du Plan, du Développement Industriel et de la Réforme Administrative. Il est entouré de :

- 6 Administrateurs Togolais, représentant les Ministères suivants :

- . Plan
- . Ministère chargé des Sociétés d'Etat
- . Travaux Publics et Routes
- . Aménagement Rural
- . Développement Rural
- . Finances

- 3 Administrateurs représentant les partenaires privés :

- M. DAGOIS (BCEOM) - Français
- M. THYS (INDACOM) - Belge
- M. ROMBI (TECHNOSYNESIS) - Italien.

Le Directeur Général est M. EKLU-NATEY dont la nomination est intervenue le 25 Février 1980.

Antérieurement, la société était gérée par deux administrateurs délégués :

- M. MANKOUBI; Directeur de l'Economie au Ministère des Finances
- M. THYS (INDACOM)

La SOTED est née du regroupement du Service de la Planification Rurale et du Bureau d'Examen des Projets (projet FED/Ministère du Plan).

Elle dispose actuellement des moyens humains, matériels et financiers ci-dessous :

Moyens humains La société emploie 43 personnes à plein temps (plus intervention de consultants et de formateurs)

- le Directeur Général
- 1 Directeur adjoint M. DE SOUZA
- 1 Assistance technique de la SEDES financée par le Fonds Européen de Développement (Projet BEP Bureau d'Examen des Projets) comportant :
 - 1 expert expatrié permanent
 - l'intervention d'équipes de consultants et de formateurs.
- 13 chargés d'études : 5 économistes
 - 4 agronomes
 - 2 génie rural
 - 1 génie civil
 - 1 vétérinaire
- 6 stagiaires en formation de longue durée en France (*)
- 2 adjoints techniques (1 technicien en génie rural, et 1 aide comptable)
- 2 dessinateurs
- 1 comptable.
- 16 employés (2 tireurs de plans, 5 secrétaires, 4 chauffeurs, 1 standardiste, 1 planton, 2 gardiens 1 jardinier).

*) 2 agronomes zootechniciens, 2 agronomes généralistes, 2 analystes financiers

Moyens matériels

La SOTED dispose actuellement de 17 bureaux en location, de 4 véhicules (un break 504, une R4 , une 404 et une Toyota) ainsi que du matériel de bureau et de dessin.

Moyens financiers

Les salaires de base du personnel local sont pris en charge, en principe jusqu'au 1er janvier 1981 par l'Administration Togolaise.

Le personnel expatrié, les actions de formation ainsi que certaines dépenses d'équipement et de fonctionnement sont financées par le FED (projet ESP).

Les locaux sont pris en charge par la SOTED ainsi que tous les autres frais et le salaire du Directeur Général.

Enfin le 1/4 du capital a été libéré (62,5 millions CFA).

Perspectives commerciales : elles sont très importantes

On trouvera en annexe 3 le recensement des projets signés par la SOTED ou en voie de signature pour l'exercice 1980, ainsi qu'un compte d'exploitation prévisionnel.

Tous les projets signés concernent le secteur agricole.

Pour le secteur industriel ou agro-industriel, 2 projets sont envisagés

- projet Ananas
- panneaux de particules

Pour les perspectives à plus long terme, en matière industrielle, on trouvera en annexe 4, une liste de projets du secteur industrie, artisanat et commerce envisagés pour le prochain plan de développement économique et social du TOGO, dont une partie des études pourrait être confiée à la SOTED.

Il est à noter enfin les besoins très importants qui existent au niveau de la nécessaire remise en ordre du secteur public et para-public , soit 81 entreprises, (liste en annexe 5) en grande majorité dans une situation financière catastrophique, et qui ont fait l'objet des plus vives préoccupations du Conseil National du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT). Des interventions de Conseil en gestion pour certaines de ces entreprises pourraient être confiées à la SOTED.

Il est clair que la remise en ordre de ce secteur public et para - public devrait être prioritaire par rapport à l'étude de projets nouveaux. Nous précisons au chapitre 4 le type d'assistance que nous recommandons à l'ONUDI d'apporter dans ce domaine.

2.2. Dispositions officielles

Notre mission fait suite à la requête soumise au Représentant Résident par le Ministre du Plan, du Développement Industriel et de la Réforme Administrative le 4 septembre 1978.

La contribution de l'ONUDI est de 10.200 US \$. Notre mission s'est déroulée du 22 janvier au 21 Mars 1980, dont 7 semaines au Togo (du 25 janvier au 14 Mars 1980).

2.3. Objectifs de notre mission

Nous avons pour mission d'assister le Gouvernement Togolais dans la mise en place de la section "ETUDES de projets industriels" au sein de la SOTED, cette section devant être chargée de l'élaboration de projets industriels et également de missions de conseil en gestion auprès d'entreprises publiques ou privées.

Il nous était en particulier demandé :

- a - de contacter l'ensemble des organismes togolais qui exercent des activités en matière d'études de projets industriels, de financement des investissements et d'assistance en gestion.
- b - en fonction des informations obtenues, de préciser la vocation de la SOTED par rapport aux organismes existants, dans le domaine des études de projets industriels, d'études de marché, de conseil en organisation et gestion et de vulgarisation industrielle ; ceci pour éviter le double emploi avec ces organismes existants.
- c - de définir les besoins en personnel et les méthodes de travail de la section "études de projets industriels et conseil en gestion".
- d - de proposer les grandes lignes de l'assistance ultérieure de l'ONUDI à la SOTED.

3. CONCLUSIONS

3.1. Double emploi avec les organismes existants ?

Suite à nos contacts avec l'ensemble des organismes Togolais qui exercent des activités en matière d'études de projets (liste des personnes rencontrées en annexe 2), il résulte que la vocation de la SOTED, définie au paragraphe 2.1. ne fait pas, pour l'essentiel, de double emploi avec les autres organismes existants :

Secteur bancaire :

- la Banque Togolaise de Développement (BTD) possède une cellule d'appréciation des études qui lui sont présentées mais n'a ni la vocation, ni les moyens de réaliser elle-même ces études.
- Il en est de même de la Caisse Nationale de Crédit Agricole et, d'une manière générale, de tout le secteur bancaire qui peut être considéré comme un client potentiel de la SOTED, pour le compte de promoteurs privés ou publics.
- La Société Nationale d'investissements (SNI) possède depuis 8 ans une petite cellule d'Etudes dont l'activité n'a débouché sur aucune réalisation concrète. La SNI peut également être un client potentiel de la SOTED.

SERVICES D'ETUDES DES MINISTERES

- La SOTED est, pour les Ministères concernés (voir chapitre 2.1.) un moyen de faire prendre en charge, par une structure togolaise, les études confiées dans le passé à des cabinets de consultants internationaux.

CENTRE NATIONAL DE PROMOTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

(C N P P M E)

- Cet organisme a une vocation de promotion, de formation et d'aide à la gestion de petites et moyennes entreprises industrielles, commerciales ou de service, du secteur privé.

Le CNPPME possède une petite cellule d'études (3 chargés d'études).

3.2. Structure interne de la SOTED

Nous avons proposé l'organigramme qui figure en annexe 6 cet organigramme a été accepté par le Conseil d'Administration du 25 février 1980 et diffusé à tout le personnel de l'entreprise.

Il s'agit d'une structure par projet, dans laquelle il n'y a pas lieu de créer des sections spécialisées : agricole industrielle...

3.3. Une section "Etudes de projets industriels et conseil en gestion" ?

Dans l'état actuel des choses, la SOTED travaille sur des projets agricoles et n'a pas d'études industrielles à réaliser.

/ 1.7.

Si l'activité de la SOTED devait se développer dans le domaine des études industrielles et du conseil en gestion, il conviendrait de constituer une équipe par projet, animée par un économiste/économiste industriel, et couvrant les compétences suivantes :

- a - études de marché
- b - technologie particulière au projet
 - + éventuellement 1 ingénieur civil
 - + " " " " mécanicien
- c - finances/gestion/comptabilité

Le rôle que peuvent jouer les chargés d'études togolais, sur les points a. et c. n'a pas de raisons d'être spécialisé en matière agricole ou industrielle.

Pour le point b. la SOTED ferait appel à des compétences extérieures, spécifiques au projet concerné. Nous recommandons une assistance de l'ONUDI sur les projets industriels qui nous seront présentés et dont la crédibilité paraîtrait acceptable (voir chap. 4). Il est à noter que, à ce jour, aucun projet présentant ces caractéristiques n'a pu nous être présenté.

4. RECOMMANDATIONS POUR UNE ASSISTANCE ULTERIEURE DE L'ONU DI
A LA SOTED

Nous recommandons une assistance à la SOTED qui prendrait la forme suivante :

4.1. Une assistance pour la mise en place et l'organisation d'un centre de documentation, coordonné avec celui prévu au niveau du Conseil de l'Entente (projet PNUD RAF. 76.023) et centralisant:

- toutes les études antérieures effectuées au Togo.
- une documentation générale sur les techniques d'enquête, d'analyse économique et de gestion d'entreprises

durée : environ 4 mois

+ budget d'environ 4000 US \$ pour achat de livres et documents.

4.2. le financement PNUD d'une assistance d'environ 12 mois d'experts étalée sur 3 ans et qui serait débloquée, cas par cas, en fonction des études confiées à la SOTED en matière :

- de conseil en organisation et gestion d'entreprises
- d'assistance technique pour les études de projets industriels qui seraient confiés à la SOTED.

Cette assistance, liée aux projets concrets qui nous seraient présentés, serait également accompagnée de quelques séminaires de formation portant sur les points précis où les chargés d'études togolais rencontreraient le plus de difficultés dans l'exécution des travaux qui leur sont confiés.

Jean Pierre EXARTIER

Mars 1980.

5. ANNEXES

1. - Liste des partenaires privés de la SOTED et domaines d'activité
2. - Liste des personnes contactées au cours de notre mission
3. - Liste des projets SOTED 1980
et compte d'exploitation prévisionnel
4. - Liste des projets du secteur industrie, commerce et artisanat
envisagés pour le prochain plan de développement 1981/1985.
5. - Liste des sociétés publiques et para-publiques.
6. - Organigramme SOTED.

ANNEXE 1

DOMAINE D'ACTIVITE	A U B A	AFRIQUE PROMOTION	B C E O M	B D F A	L. BERGER	INDACON TOGO	SEDES	TECHNOSYSTEME
A. DEVELOPPEMENT RURAL.								
1. Agriculture : cultures tropicales								
1.1. Cultures vivrières			*	***	*	***	**	*
1.2. Cultures industrielles			*	***		***	**	**
1.3. Cultures fruitières et maraichères			*	***	*	**	*	*
2. Exploitations forestières			*	*		**	*	**
3. Elevage			*	***	***	***	***	**
4. Pêche			*	*		***	*	*
5. Génie rural								
5.1. Petite hydraulique agricole et pastorale		**	***	***	*	**	**	*
5.2. Irrigation		**	***	***	*	**	**	***
5.3. Assainissement, drainage et conservation du sols		**	***	***	**	**	*	***
5.4. Recherches et adduction d'eau, puits villageois			***	*	*	**	*	**
5.5. Bâtiment agricoles	***	**	***	**	*	**	*	*
5.6. Pistes d'intérêt agricole		**	***	**	***	**	***	**
6. Machinisme agricole			**	***	**	**		*
7. hydrologie, hydrogeologie		**	*	**		*	*	***
8. Pédologie			**	**	**	**		**
9. Recherche agronomique			**	*		**	**	**
10. Animation, vulgarisation, coopératives agricoles			**	***	**	**	*	

DOMAINE D'ACTIVITE	A U B A	AFRIQUE PROMOTION	BCEOM
<u>INDUSTRIES ENERGIE ET MINES</u>			
1. Agro-industries			
1.1. Traitement du bois et dérivés			*
1.2. Traitement des produits de l'élevage et de la pêche			*
1.3. Traitement des oléagineux et dérivé			*
1.4. Traitement des produits tropicaux (café, cacao, caoutchouc, coton, thé, riz maïs)			*
1.5. Conserveries, brasseries, laiteries, etc...			*
1.6. Industries alimentaires diverses			*
2. Industries extractives			
2.1. Prospections géologiques			*
2.2. Exploitations minières			*
2.3. Transformation primaires des minerais			*
2.4. Industrie des pétroles			*
3. Sidérurgie et métallurgie des nonferreux			*
4. Industries mécaniques et électro- mécaniques			*
5. Industries chimiques et pharmaceutiques			*

BDPA	L. BERGER	INDACOM TOGO	SEDFS	TECHNICAL STAFF
*		***	**	*
**		***	***	**
**		***	**	**
**		***	**	*
**		***	*	**
**		***	**	**
*		**	*	**
		**	*	**
			*	*
		*	**	*
		*	**	*
		

DOMAINE D'ACTIVITE	A U B A
Energie 5.1. Centrales thermo et hydro-électriques 5.2. Electricité industrielle 5.3. Transport et distribution d'énergie, interconnexion	
Industries des matériaux de construction	
<u>TRAVAUX PUBLICS</u>	
1. Infrastructures 1.1. Routes et autoroutes 1.2. Ouvrages d'art 1.3. Infrastructures aériennes 1.4. Infrastructures portuaires et voies navigables 1.5. Infrastructures ferroviaires 1.6. Ouvrages hydrauliques 1.7. Génie maritime	**
Bâtiments 2.1. Bâtiments administratifs ou commerciaux 2.2. Bâtiments touristiques et hôteliers 2.3. Complexes sportifs 2.4. Hôpitaux 2.5. Habitat	***
Equipements urbains 3.1. Urbanisme 3.2. Transports urbains 3.3. Voirie 3.4. Assainissement, eaux pluviales, eaux usées 3.5. Traitement des eaux résiduaires et déchets urbains	*** * *

AFRIQUE PROMOTION	BCEOM	BDPA	I. BERGER	INDACOM TOGO	SEDES	TECHNOSE- NESIS
**	*			***	*	***
**	*			***	*	*
***	*			***	*	*
	**			*	**	*
***	***		***	**	**	***
***	***		***	**	*	***
*	***		***	**	*	***
	***		***	*	*	***
***	***		***	*	**	***
**	***	*	**	**	*	***
	***		*	*		**
**	***	*	*	*		*
**	**		***	*	**	**
**	***		*	*		**
	***		*	***	**	**
	***		*	*	**	***
	***		*	*	**	***
	***		***	*	**	***
***	***		***	*	*	***
***	***	**	***	*	*	***
	***	**	**	*	*	***

DOMAINE D'ACTIVITE	A U B A	AFRIQUE PROMOTION	DCEOM	BDPA	L. BERGER	INDACOM TOGO	SEDES	TEC SYN
3.6. Adduction d'eau		**	***		**	*	*	**
3.7. Réseaux de télécommunication			***		*	**	*	**
4. Cartographie et topographie	*	***	**	***	***	*		**
5. Calcul des structures	***	***	*	**	***	*		***
6. Architecture	***		*		**	*		**
7. Etudes géotechniques		***	***	*	***			***
8. ECONOMIE ET DIVERS								
1. Economie générale				**	***	**	***	***
2. Planification du développement				***	***	**	***	***
3. Recherche opérationnelle et optimisation				***	*	***	***	***
4. Aménagement régionaux	**			***	**	**	***	***
5. Statistiques et études socio-économiques				***	***	***	***	***
6. Etudes financières et rentabilité des investissements				**	**	***	***	**
7. Commercialisation et études de marché				**	*	**	**	**
8. Gestion d'entreprise, comptabilité				*	**	**	**	
9. Formation dans les domaines suivants :								
9.1. Agriculture				***	**	**		*
9.2. Industrie				**	*	***	*	
9.3. Economie				**	*	*	***	***

*** : Domaine hautement spécialisé
 ** : Domaine d'intervention habituel
 * : Domaine d'intervention occasionnel.

ANNEXE 2

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

- | | |
|-----------------|--|
| M. ADDRA | Directeur Général Adjoint du Plan et du Développement |
| M. ADZOMADA | Attaché de Cabinet du Ministère de l'Aménagement Rural |
| M. AFAN | Directeur Adjoint, Société Nationale d'Investissements (SNI) |
| M. AGBOBLI | Directeur Général du Plan et du Développement |
| M. AJAVON | Chef de la Division Industrie Artisanat et Commerce au Ministère
du Plan |
| M. AMEDON | Directeur de la Planification Régionale |
| M. BAWA | Directeur du Crédit, Caisse Nationale Crédit Agricole |
| M. BONNEAU | Responsable du bureau d'études routes au Ministère des Travaux
Publics et des Routes (BCEOM/FED). |
| M. CUENDET | Conseiller Industriel Hors Siège ONUDI Ouagadougou |
| M. DEGBOE | Chargé d'études, Société Nationale d'Investissements (SNI) |
| M. DUHO | Assistant aux programmes PNUD LOME |
| M. EDORH | Ministère du Plan, Administrateur SOTED |
| M. EKLU-NATEY | Directeur Général SOTED |
| M. GUY EVIN | Conseiller à la Cour des Comptes, Consultant auprès du
Ministère Délégué à la Présidence chargé des
Sociétés d'Etat. |
| M. GABRE-MADHIN | Représentant Résident PNUD |
| M. GERNELLE | Conseiller Technique (SEDES/FED) |
| M. GNEMEGNA | Directeur Adjoint, Caisse Nationale Crédit Agricole |
| M. HAGSTROM | Conseiller Technique ONUDI, Société Nationale d'Investissements
(SNI) |
| M. KAKAYE-NAPO | Directeur Général, Banque Togolaise de Développement |
| M. KINDE | Directeur du Centre National pour la Promotion des Petites
et Moyennes Entreprises (CNPPME). |

- M. KRATZ Achim Délégué de la Commission des Communautés Européennes en
République Togolaise
- M. MANKOUBI Administrateur Délégué SOTED
- M. MAZNA Directeur, Caisse Nationale de Crédit Agricole
- M. MELOTTE Conseiller Technique Ministère des Travaux Publics
- M. MENSAH Directeur de Cabinet du Ministre délégué à la Présidence
chargé des Sociétés d'Etat.
- M. Léo MERORES Adjoint au représentant résident PNUD Lomé.
- M. PILS Expert ONUDI CNPPME
- M. SEGERS Conseiller technique au Ministère du Plan (PNUD)
- M. DE SOUZA Chef de l'arrondissement Routes au Ministère des Travaux
Publics et des Routes , Administrateur SOTED
- M. DE SOUZA Directeur Adjoint SOTED
- M. TCHA Directeur de Cabinet du Ministre du Plan
- M. THYS Administrateur Délégué SOTED (INDACOM)
- M. ZICHY Représentant Résident Adjoint PNUD Lomé

S O T E D - RECENSEMENT DES PROJETS 1980

Titre du projet	Client	S O T E D		SOUS-TRAITANCE	
		Montant FCFA	Hommes x mois	Montant FCFA	Hommes x mois
<u>PROJETS SIGNES</u>					
Embouche sous palmeraie	FED (BEP)	4.535.000	3	3.485.000	1,75
Etude soja	SO DETEG	8.550.000	15	-	-
<u>PROJETS A SIGNER B.E.P.</u>					
Etude de marché manioc	FED (BEP)	-	4,5	-	1,25
Programme avicole Ba-guida	FED (BEP)	-	7	-	1,75
<u>PROJETS EN VOIE DE SIGNATURE</u>					
Bassar - Plaine du M3	BIRD	20.000.000	9,5	10.000.000	4
Périmètre Tchiri	USAID	24.000.000	14,5	10.000.000	3,5
				5.000.000	pédo
<u>PROJETS ENVISAGES</u>					
<u>PROBABILITE MOYENNE</u>					
Préparation 5ème FED microréalisations	FED	58.000.000	48	29.000.000	12
Remodelage du dossier MOTSE	PLAN	15.000.000	6	10.000.000	4
Dossier Ananas	BOAD	50.000.000	12	25.000.000	10
				10.000.000	pédo
P.M.A.H.A. 3 Aménagements	FED-FAC	40.000.000	6	20.000.000	8
				10.000.000	topo
P.M.A.H.A. DZAKPO	FAC	15.000.000	6	10.000.000	4
		235.000.000	131,5	143.000.000	
<u>PROJETS ENVISAGES</u>					
<u>PROBABILITE MOYENNE</u>					
Panneaux de particules	PNUD	15.000.000	6	10.000.000	4
Formation des cadres SOTED	FED	20.000.000	12	10.000.000	4
Diverses remises en forme dont dossier ecotier	FAC	30.000.000	18	15.000.000	6

5. Prestation à la demande Ministère du Plan	PLAN	20.000.000	12	10.000.000	4
6. Plan d'aménagement 3 cantons et villages	PLAN	24.000.000	22	5.800.000	2,5
TOTAL :		344.000.000	199,5	194.000.000	

N.B. : Un certain nombre d'autres projets ont été soumis à la SOTED, que nous ne mentionnons pas ici car ils ne sont encore qu'à l'état d'ébauches.

Nous estimons prudent de ne prendre en considération comme recettes prévisionnelles de l'exercice 1980 que les contrats signés ou en voie de l'être et les projets ayant une bonne probabilité d'occurrence, soit des recettes s'élevant à 235.000.000 F. CFA dont 143.000.000 F. CFA à sous-traiter aux partenaires privés ou aux services locaux de pédologie. Doivent également être considérés comme recettes, la subvention de l'état que représente le budget de la planification rurale et les financements extérieurs d'assistance technique ainsi que les reliquats BEP de fonctionnement et d'équipement.

C. COMPTE PREVISIONNEL D'EXPLOITATION en Milliers de F.CFA

personnel sur fonds propres	27.000	recettes contrats	235.000
personnel sur planification	36.450	. subvention état	36.450
personnel sur financement extérieur	55.400	. assistance technique	55.400
fraies générales	37.000		
primes, fonctionnement et équipement sur reliquat BEP	9.800	reliquat BEP	9.800
achats de services	143.000		
imprévus et divers	28.000		
TOTAL	336.650	TOTAL	336.650

La SOTED devrait donc équilibrer ses comptes en 1980.

A N N E X E 4

LISTE DES PROJETS DU SECTEUR INDUSTRIE - COMMERCE
ET ARTISANAT ENTRANT DANS LE PROGRAMME MINIMAL
(100 Milliards CFA)

<u>INDUSTRIE EXTRACTIVES</u>	Millions CFA
- Etudes d'exploitation du gisement de fer du Centre-Nord.....	300
- Etudes des ressources énergétiques et minières.....	1.000
- Extension SALINTO	100
 <u>INDUSTRIES ALIMENTAIRES</u>	
- Projet sucrier d'Anié.....	2.000
- Presserie polyvalente du Port.....	1.500
 <u>INDUSTRIES DES BOISSONS</u>	
- Construction de la Brasserie de Lama-Kara...	2.160
- Modernisation SOVINTO.....	300
- Fabrique de jus de fruits.....	360
 <u>INDUSTRIE DE BOIS-IMPRESSION-EDITION</u>	
- Extension Editogo.....	600
 <u>INDUSTRIES CHIMIQUES</u>	
- Complexe d'acide phosphorique.....	80.000
- Recupération de butane.....	75
 <u>INDUSTRIES DE MINERAUX NON METALLIQUES</u>	
- Extension CIMTOGO à 700.000 T.....	2.000
- SOTOMA : carrières de marbre.....	150
 <u>INDUSTRIES DES METAUX</u>	
- Outillages agricoles.....	500
- Tôles ondulées et galvanisées.....	550
 <u>DOMAINES INDUSTRIELS</u>	
- Renforcement des structure des domaines de Lomé et Lama-Kara.....	300
 <u>ARTISANAT</u>	
- Mise en place d'un office de l'Artisanat	20
- Equipement des unités artisanales	150

COMMERCE

- Centre des Affaires de Lomé.....	4.000
- Modernisation de marchés.....	750
- Modernisation, refection des entreprises commerciales et de service.....	3.500

LISTE DES PROJETS DU SECTEUR INDUSTRIE-COMMERCE ET ARTISANAT

PROGRAMME OPTIONNEL

(+ 42 Milliards CFA).

INDUSTRIES EXTRACTIVES

- Extension CIMAO (à 1.800.000 T).....	10.000
- Exploitation d'argile (argile expansée)	500

INDUSTRIES ALIMENTAIRES

- Projet agro-sucrier SUCRAL..... (partie industrielle)	9.000
- Produits dérivés du Cacao.....	1.500
- Conserverie d'ananas.....	1.000
- Conserverie polyvalente de légumes.....	1.500
- Conserverie de viande et poissons	500

INDUSTRIES DES BOISSONS

- Extension de BB Lomé.....	-
-----------------------------	---

INDUSTRIES TEXTILE, HABILLEMENT, CUIR

- Extension ITT.....	4.000
----------------------	-------

INDUSTRIE DE BOIS, IMPRESSION, EDITION

- Scierie	500
-----------------	-----

INDUSTRIES CHIMIQUES

- Produits pharmaceutiques.....	350
- Fabrication de bouteilles de butane	650
- Industrie du Papier.....	2.000

INDUSTRIE DE MINEREAUX NON METALLIQUES

- Briquetterie de Lama Kara.....	1.200
- Chaux dolomitique.....	600
- Céramique...../	2.000

- Verrerie..... 2.000

INDUSTRIE DES METAUX

- Fabrique de chapentes métalliques..... 2.000

- Boîtes métalliques..... 350

- Tôles en amiante ciment..... 450

- Serrurerie industrielle..... 500

INDUSTRIES DIVERSES

- Petit appareil électrique..... 150

- Aliments pour bétail..... 600

- Sacherie..... 450

- Huiles essentielles..... 100

DOMAINES INDUSTRIELS

- Ouverture de nouveaux centres..... -

ARTISANAT

- Création de 2 centres polyvalents
d'arts appliqués..... 80

Préparation du 4^{ème} plan de développement
économique et social du Togo - 1981/1985

Source : Ministère du Plan.

ANNEXE 5

SOCIETES 100% ETAT TOGOLAIS

Sous tutelle de contrôle technique et de gestion du Ministère de l'Industrie et des Sociétés d'Etat.

- 1 - Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET)
- 2 - Régie Nationale des Eaux du TOGO (RNET)
- 3 - Société Immobilière du TOGO (SITO)
- 4 - Agence pour l'Équipement des Terrains Urbains (AGETU)
- 5 - Centre de Construction et du Logement (C.C.L.)
- 6 - Compagnie Togolaise des Mines du BENIN (CTMB)
- 7 - Société Togolaise des Hydrocarbures (STH)
- 8 - Société Nationale de Sidérurgie. (SNS)
- 9 - Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)
- 10 - Centre National de Perfectionnement Professionnel (CNPP)
- 11 - Togograin
- 12 - Office des Produits Agricoles du TOGO (OPAT)
- 13 - Port Autonome de LOME
- 14 - Société Nationale pour le Développement de la Culture Fruitière (Togofruit)
- 15 - Société Nationale pour la Rénovation et le Développement de la Cacaoyère et de la Cafetière (SRCC)
- 16 - Société Nationale pour le Développement de la Palmeraie et des Huileries (SONAPH)
- 17 - Office National de Développement des Ressources Forestières (ODEF)
- 18 - Office National des Abattoirs Frigoriques (ONAF)
- 19 - Société Togolaise de Coton (SOTOCO)
- 20 - Centre d'Elevage d'Avétonou
- 21 - Ferme Avicole de Baguida (F.A.B.)
- 22 - Centre National de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (CNPPME)
- 23 - Loterie Nationale Togolaise (LONATO)
- 24 - Société Nationale d'Investissement (SNI)
- 25 - Office Togolais des Phosphates (OTP)
- 26 - Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA)
- 27 - Caisse d'Épargne Togolaise
- 28 - Etablissement National des Editions du TOGO (EDITOGO)

SOCIETES 100 % ETAT TOGOLAIS (Suite)

- 29 - Hôtel ABUTA
- 30 - Hôtel MIRAMAR
- 31 - Hôtel TROPICANA
- 32 - Hôtel KARA
- 33 - Hôtel LAC-TOGO
- 34 - Hôtel de la Paix
- 35 - Hôtel le BENIN
- 36 - Hôtel du 30 AOUT
- 37 - Roc Hôtel
- 38 - Nouvel Hôtel Central
- 39 - Relais des Sorads
- 40 - Hôtel de Bassar
- 41 - Hôtel de Niamtougou
- 42 - Hôtel de Pagouda
- 43 - Hôtel de Naboulgou
- 44 - Hôtel du "2 Février"
- 45 - Hôtel Sarakawa
- 46 - Boutique Hors Taxes de l'Aéroport
- 47 - Office National de la Pharmacie (TOGOPHARMA).

SOCIETES A PARTICIPATION DE L'ETAT TOGOLAIS

Contrôle de Gestion du Ministère de l'Industrie et des Sociétés d'Etat.

- 1 - Ciments de l'Afrique de l'Ouest (CIMA0)
- 2 - Cimtogo
- 3 - TOGOPROM
- 4 - SONACOM
- 5 - TOGO ROUTES
- 6 - SOMAT (Société Maritime Atlantique du TOGO)
- 7 - Compagnie du Bénin
- 8 - SUCRAL
- 9 - S A T A L
- 10 - Société des Détergents du TOGO (SODETO) SA
- 11 - Société de Production Laitière (SOPROLAIT) SA
- 12 - Société Togolaise de Marbrerie et Matériaux (SOTOMA) SA
- 13 - Société des Salines du TOGO (SALINTO) S.A.
- 14 - B A T A (S.A.)
- 15 - Industrie Textile Togolaise (ITT) (S.A.)
- 16 - Société Togolaise des Plastiques (STP) -(S.A.)
- 17 - Société des Allumettes du Bénin (SAB) (S.A.)
- 18 - TOGOGAZ (S.A.)
- 19 - Huilerie du BENIN (S.A.)
- 20 - Société Togolaise des Boissons (STB) S.A.
- 21 - Société Générale des Moulins du TOGO (GMT) (S.A.)
- 22 - Industrie Togolaise des Cycles (ITOCY) (S.A.)
- 23 - Togo BAVARIA (Verrerie) S.A.
- 24 - Plasti - Agricole
- 25 - SOTOPROMER
- 26 - Brasserie du Bénin
- 27 - Groupement Togolais des Assurances (G.T.A.)
- 28 - Union Togolaise des Banques (UTB)
- 29 - Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (B.T.C.I.)
- 30 - Banque Togolaise de Développement (BTD)
- 31 - BALTEX
- 32 - Société Togolaise d'Exploitation des Matériels Agricoles (SOTEXMA)
- 33 - Société Togolaise Arabe Lybienne de Pêche (STALPECHE).

ORGANIGRAMME

M. EKLU -NATEY

DIRECTEUR GENERAL

D. G. ADJOINT

CONSEILLER
TECHNIQUE

M. GERNELLE

M. GABA

DIRECTEUR
TECHNIQUE

DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER
CHEF DU PERSONNEL

M. DE SOUZA

CHARGE D'ETUDE
PROJET A

CHARGE D'ETUDE
PROJET B

CHARGE D'ETUDE
PROJET C

COMPTABILITE
GENERALE

COMPTABILITE
ANALYTIQUE

SERVICES
GENERAUX
DOCUMENTATION

SECRETARIAT

GENIE CIVIL
ET CONTROLE



ANNEXE D

